

Robert Verdussen
La Belgique, quand même



Motrice 1970 (ligne 63). Rue du Bois Sauvage – Cathédrale Saints Michel et Gudule (Photo Jacques Cohn – Avril 1958 –, collection MTUB).

À toi, à eux, sans qui...

Belge depuis un demi-siècle, journaliste la moitié de ce temps, j'ai toujours observé des pays qui n'étaient pas le mien. Non par mépris, ni par orgueil, mais peut-être avec le sentiment qu'il fallait aller voir ailleurs pour mieux se sentir chez soi.

J'ai été voir, en particulier, ces pays qui bordent l'autre rive de notre mère la Méditerranée et que l'Histoire a entraînés plus souvent qu'à leur tour dans ses soubresauts. Je m'y suis souvent trompé. J'ai parfois cru les comprendre. Jour après jour, en tout cas, j'ai guetté, avec une passion qui a pu être excessive, les signes de leurs lassitudes ou de leurs espoirs. J'ai voulu être un témoin attentif

de leurs destins. Et j'ai oublié celui d'un pays qui devrait toujours être le mien. Un pays qui, tel le décor changeant dans le dos de l'acteur, m'est devenu entretemps méconnaissable et, pour tout dire, extérieur.

Mes racines familiales plongent pourtant au nord et au sud de ce pays et leurs pousses sont venues à Bruxelles. Mais aujourd'hui que des frontières séparent chaque jour davantage ces terreaux, je ne me sens plus d'ici ou de là-bas ou d'ailleurs. Je me sens de nulle part. À l'âge où l'on commence à chercher l'arbre où l'on se reposera, je découvre qu'il n'en reste plus guère dans cette forêt qu'on achève d'abattre.

Il est bien des défauts dont le journaliste doit se garder. Le pire, sans doute, est le défaitisme. Pour ne pas y tomber, l'espace de quelques pages, je me suis efforcé d'être le correspondant très étranger d'une Belgique qui n'existe plus dans une Belgique qui n'existe pas encore.

La Brabançonne au musée

J'ai écouté la *Brabançonne* pour la première fois lorsque j'avais huit ans. Certes, j'avais déjà entendu cet hymne solennel aux paroles désuètes. Pas comme ce matin-là.

Les nazis occupaient la Belgique depuis trois ans. Officier de carrière, professeur à l'École militaire, mon grand-père maternel était mort dans son lit. De sa belle mort, comme on le disait avec philosophie. Il fallut attendre la Libération pour apprendre qu'en fin d'une carrière marquée par deux guerres, il avait aussi fait de la résistance à l'insu de toute la famille. On comprit alors pourquoi, dans ses derniers délires, il affirmait qu'on sonnait à la porte et suppliait de ne pas ouvrir.

Il avait donc été décidé de lui donner des funérailles dignes du patriote qu'il était. Ce qui n'était pas simple en un temps où tous les signes extérieurs de patriotisme étaient rigoureusement réprimés par l'occupant. On replia soigneusement le drapeau tricolore qui, à la tête de son lit de mort, lui avait fait, pour quarante-huit heures, un décor de deuil, de soleil et de sang, et on n'en réchauffa son cercueil qu'une fois celui-ci entré dans l'église.

La messe ressembla à toutes les messes sauf qu'après la bénédiction finale, l'organiste de la paroisse se risqua à jouer

la *Brabançonne*, comme il se devait pour un militaire. Une *Brabançonne* très douce, très lente, très longue dont aucune des notes ne devait parvenir à l'extérieur et que l'assistance écouta dans un silence vertigineux où la crainte se mêlait à la fierté. Le gamin que j'étais compris que cette *Brabançonne-là*, ce jour-là, était un fameux défi aux hommes vert de gris qui nous empoisonnaient la vie depuis un certain mois de mai. Et par la suite, je n'ai plus jamais pu entendre ce vieil air compassé sans comprendre pourquoi les autres, comme moi, n'étaient pas toujours traversés de ce que j'appelais, faute de mieux, un petit frisson.

Jusqu'à ce 16 juin 1981. Ce jour-là, Maurice Béjart présenta, au Théâtre de la Monnaie, un de ses ballets-spectacles qu'il avait intitulé *La Muette* et qui, avec humour, tendresse et impertinence, retraçait la naissance de la Belgique, *La Muette* en question étant évidemment celle de Portici. Entre une scène d'un opéra de Verdi et le mouvement d'une symphonie de Mahler, juste après le fameux grand air qui avait déclenché notre Révolution et paraissait, un siècle et demi plus tard, un peu ridicule, le chorégraphe avait eu l'idée de diffuser un enregistrement assez vieillot de la *Brabançonne* en braquant ses projecteurs sur les armoiries de la Belgique qui figurent au fronton de la scène du Théâtre. L'effet fut étonnant. En une seconde, le présent semblait renvoyé dans le passé.

De toute évidence, les spectateurs guindés de ce gala ne s'y attendaient pas. Surpris par les premières notes de ce qui était tout de même leur hymne national, ils se regardèrent gênés. Puis, hésitant, par petits groupes, ils se levèrent lentement. Avant que toute la salle fût debout,

la *Brabançonne* était terminée. Et le spectacle continua, dissipant rapidement l'impression de malaise.

Un malaise qui ne m'a plus vraiment quitté. Près de quarante ans après les funérailles de mon grand-père, j'avais brutalement compris que la *Brabançonne-défi* de mon enfance était devenue une pièce de musée qu'on exhibait avec la même curiosité attendrie que le grand air de *La Muette* de Portici. Béjart, une fois de plus, avait été d'une étonnante lucidité. Ce « Belge » venu d'ailleurs nous avait fait sauter aux yeux ce que nous pressentions plus ou moins confusément : une certaine Belgique appartenait déjà au passé. La réaction embarrassée de la salle lui avait d'ailleurs donné raison. Depuis lors, je dois bien chercher pour retrouver un petit frisson lorsque, par hasard, j'entends encore la *Brabançonne*.

Quant à mes enfants, ce frisson-là, ils ne l'ont jamais connu. Le leur ai-je assez reproché ? M'en suis-je assez voulu ? Jusqu'au jour où je me suis aperçu que, pour cette génération, le petit frisson se trouve *plutôt dans l'Hymne à la joie* ou un « We are the World » témoin de leur époque. Ces hymnes-là, les jeunes Belges les partagent avec d'autres pour qui, en cette fin de siècle incertaine, les frontières doivent aussi être remisées au musée et l'appartenance à un sol ne peut plus avoir d'horizon.

Comment, d'ailleurs, cet « esclavage » dont la *Brabançonne* affirme que les Belges l'ont subi pendant tant de siècles pourrait-il encore émouvoir un jeune qui voit son pays participer, avec le monde développé, à cet esclavagisme moderne que constitue l'exploitation du tiers-monde, de ses matières premières et de sa main-d'œuvre ?

Pour ce jeune-là, le tiers-monde n'est pas une colonie décolonisée. Il est un nouveau prolétariat dont il se sent responsable des indifférences que, trop souvent, nous nourrissons à son égard. Un prolétariat dont les ouvriers les plus audacieux, teint basané et cheveux bouclés, sont à nos portes, dans nos villes, sur une terre dont nous ne savons plus toujours très bien si elle est encore nôtre.

Et comment le jeune Belge pourrait-il aussi se chanter « sortant du tombeau » alors que ses aînés semblent tout faire pour y retourner ? Aujourd'hui, trop de Belges ne prononcent plus le mot « Belgique » que lorsqu'il n'y a vraiment pas moyen de faire autrement. Et si cela finit par nous paraître normal, cela commence à l'être aussi ailleurs. Ce qui est plus grave. Les Belges ne se contentent plus d'enterrer la Belgique entre eux. Ils invitent le monde entier aux funérailles.

Dites que vous êtes Belge en Afrique ou en Asie. On vous demandera si vous êtes Flamand ou Wallon. Répondez que vous êtes un peu des deux et on vous considérera, c'est un comble, comme un mauvais patriote. Leur a-t-on assez répété que Flamand et Wallon sont des prénoms. Les Belges, à force de les utiliser, ont oublié leur nom de famille et le font oublier aux autres. Comment en vouloir aux enfants de cette famille-là de ne plus s'y sentir chez eux ?

Reste à savoir pourquoi la *Marseillaise* ou le *God save the Queen*, dont les paroles ne sont pas moins vieillottes que celles de la *Brabançonne*, galvanisent toujours le chauvinisme des Français ou la fierté des Britanniques. Sans doute, un hymne national ne tire-t-il sa valeur que de ce dont il est le symbole. Ce n'est pas que la *Brabançonne* ne symbolise plus la

Belgique, mais que la Belgique n'est plus ce qu'elle était. Elle a rejoint son hymne national au musée.

Un pays en forme de passerelle

À bien y réfléchir, je dois être le seul Bruxellois, voire le seul Belge à regretter la démolition de ce qu'on avait pompeusement appelé le viaduc de Koekelberg. Non pas que je trouvais particulièrement belle cette passerelle de béton qui avait permis, lors de l'Exposition universelle de 1958, de pratiquer une saignée utile dans une circulation bruxelloise déjà en état permanent d'infarctus. Mais cet ouvrage, qui n'était certes pas d'art, me servait, si je puis dire, d'outil pédagogique. En particulier, lorsqu'un étranger venu se fixer à Bruxelles me demandait de lui expliquer les Belges et la Belgique. C'était surtout le cas de jeunes diplomates qui, à peine nommés dans notre capitale, se voyaient souvent imposer la rédaction de rapports détaillés sur ce qui leur apparaissait, dès l'abord, comme un puzzle politico-linguistico-institutionnel jamais imaginé au cours de leurs études. À ceux-là, je racontais invariablement l'histoire du viaduc de Koekelberg.

La conception de cette construction avait donné lieu à d'âpres discussions, la question fondamentale étant le nombre de bandes de circulation à lui attribuer. Deux, c'était évidemment trop peu pour évacuer un flot de voitures qui étouffaient déjà la ville à l'époque. L'idéal aurait été quatre bandes. Mais on avait objecté – les riverains les tout premiers – qu'installer une véritable autoroute entre ciel et terre, à hauteur du deuxième ou du troisième étage, risquait de faire fuir les habitants,

par l'odeur, le bruit et la vue repoussés. Bref, à entendre certains, on était parti pour tuer tout un quartier.

Avec ce sens du compromis qui apparaît comme une qualité essentielle du Belge de cette fin de siècle, on se décida pour un viaduc à trois bandes. Un compromis dont on n'était pas peu fier. Ne parviendrait-on pas à concilier les nécessités du trafic et le confort de ses spectateurs involontaires ?

Il fallut pourtant se rendre rapidement à l'évidence : la passerelle en béton ainsi conçue ne conciliait rien du tout. Sur un ouvrage à trois bandes, il fallait bien attribuer celle du milieu à l'une ou l'autre direction de circulation. Les experts imaginèrent un système de signalisation qui permit de consacrer cette troisième bande tantôt à l'entrée, tantôt à la sortie de Bruxelles selon les heures de la journée et l'intensité du trafic. Mais d'abord, les statistiques ne font pas meilleur ménage avec la circulation qu'avec les autres activités humaines. Et l'on vit, plus souvent qu'il n'aurait fallu, une seule bande engorgée à côté de ses compagnes complètement désertes. Ensuite, il y eut tous les petits malins qui, par distraction ou par calcul, se lancèrent à contresens sur la bande du milieu.

Le résultat ? En près de quarante ans, le viaduc de Koekelberg conduisit un bon nombre d'automobilistes non pas à la basilique nationale, mais à l'hôpital ou au cimetière, tant les collisions y furent fréquentes. Et quand ils ne faisaient pas des morts et des blessés, les accidents provoqués par ce système bâtarde faisaient la joie des seuls carrossiers et autres ferrailleurs.

Quant aux habitants, ils comprirent vite qu'avec deux, trois ou quatre bandes,

la passerelle de béton leur rendait de toute façon la vie impossible et ils s'en allèrent. Transformé en désert urbain, le quartier mourut d'une triste mort, survolé pendant des années par des automobilistes indifférents mais souvent mécontents. Ils l'auraient d'ailleurs été beaucoup plus si on leur avait montré l'addition de cette opération qu'ils étaient en prime condamnés à payer.

Bien sûr, il ne faut rien exagérer. L'histoire du viaduc de Koekelberg est plus exemplaire que franchement scandaleuse si on la compare à tous ces travaux qui, eux, furent vraiment inutiles et dont notre télévision, dans un accès réjouissant de lucidité, a fait une anthologie qui nous a valu, précisément, quelque gloire, ailleurs, dans le monde. Mais c'est tout de même une histoire très belge.

Nous avons souvent des dirigeants, certes doués de leurs cinq sens, mais qui préfèrent en utiliser plus fréquemment un sixième, celui du compromis. Ils y puisent, sans doute, une recette de longévité politique, mais il n'est pas sûr que la Belgique, elle, y gagne vraiment une assurance pour ses vieux jours.

Comme sur le viaduc de Koekelberg pendant près de quarante ans, les Belges roulent depuis pas mal de temps sur deux bandes et ne cessent de se disputer la troisième. Ils rejettent la responsabilité de cet exercice périlleux auquel ils sont condamnés sur des dirigeants qu'ils accusent, non sans raison, de manquer d'audace et de se réfugier trop souvent dans les demi-mesures. Mais ils oublient qu'en démocratie, on a les dirigeants qu'on mérite. Ils oublient surtout que, si les leurs se montrent souvent en mal d'imagination, c'est peut-être moins parce qu'ils en sont dépourvus que

parce qu'ils ne se sentent guère soutenus par une opinion qui, elle, en manque singulièrement.

L'opinion belge a trop tendance à s'accrocher toujours aux mêmes politiciens comme les naufragés à des récifs qui ne leur épargnent pourtant pas la tempête. À interroger les étrangers qui vivent chez nous, on comprend vite que, s'ils nous considèrent comme sympathiques, bons vivants, pas fiers pour un sou et tout et tout..., ils nous trouvent surtout terriblement conservateurs. Lorsqu'on leur explique que le droit acquis, quelle que soit la manière dont il l'a été, est sans doute le plus sacré de tous ceux revendiqués dans ce pays, ils ne s'étonnent pas outre mesure. « Touche pas à mon Belge », qui fut la réponse pour le moins mesquine à la généreuse campagne du « Touche pas à mon pote », pourrait être épinglé à bien des revers dans un pays qui fait de l'immobilisme une sorte de vertu.

Comment pourrions-nous, dès lors, être surpris qu'un de nos produits d'exportation les plus prisés fut, pendant des années, ces passerelles métalliques qui, montées ou démontées en une nuit, permettent pour mener à bien de gros travaux de détourner le trafic sans l'interrompre ? On trouva aux quatre coins du monde ces jeux de mécano de la civilisation automobile. On en trouva aussi en Belgique où, plus souvent qu'à leur tour, ils ne restèrent provisoires que dans l'esprit de leurs inventeurs. Certains eurent même la longue vie des solutions définitives.

J'ai eu souvent recours aussi à ces passerelles pour expliquer à mes amis étrangers qu'en Belgique, le transitoire est souvent irrémédiable dans la mesure où il évite d'aborder les vrais problèmes.

La passerelle institutionnelle sur laquelle nous roulons depuis un bon nombre d'années ressemble étrangement à celles qui ont orné et ornent encore nos rues et nos boulevards. Certes, elle permet d'avancer vaille que vaille. Mais, en dessous d'elle, les embouteillages en tous genres demeurent. Pire, ils s'aggravent dans un chantier qui reste désespérément ouvert et autour duquel, insatisfaits, les habitants se font chaque jour plus agressifs les uns avec les autres.

Et personne ne semble se rendre compte que la passerelle, pendant ce temps, est envahie par la rouille. La rouille tenace qui bloque les mentalités, paralyse les pouvoirs, encrasse les imaginations. Est-ce parce que ces passerelles restaient trop longtemps en place que la firme qui les avait mises au point a fait faillite ? À force de prendre le provisoire d'aujourd'hui pour le définitif de demain, la Belgique pourrait bien connaître le même sort.

Des hommes politiques inimitables

Je ne serais pas tellement rassuré si j'étais un homme politique belge. Non parce que ce métier est finalement le dernier qui mérite encore le qualificatif de belge – la plupart de ceux qui nous dirigent ou tentent d'y parvenir ne s'attachent-ils pas précisément à se montrer tout sauf belges ? – mais parce qu'il est en train de devenir le moins populaire de Belgique.

Certes, lors des dernières élections, il s'est trouvé bon nombre d'hommes politiques pour puiser dans les urnes quelques gros paquets de ces voix de préférence qui flattent tellement l'ambition. Il s'en est même trouvé un qui, à ce point satisfait du petit plébiscite

dont il avait été le grand bénéficiaire, s'est fendu le carnet de chèques d'une affiche de format respectable pour simplement remercier ses électeurs. Le geste avait indéniablement de la classe.

Reste à savoir si ceux des électeurs qui votent pour des hommes souhaitent davantage leur fabriquer une solide popularité ou plutôt marquer l'impopularité des partis dont ceux-ci se réclament. Les hommes politiques populaires ne peuvent jamais oublier que, s'ils sont là où ils sont sur les listes électorales et ensuite, parfois, dans les allées du pouvoir, c'est évidemment grâce à leurs partis, fussent-ils les plus impopulaires. Quant aux électeurs, ils doivent se rappeler qu'en donnant leurs voix à des hommes qu'ils aiment, ils les donnent aussi à des partis qu'ils n'aiment pas forcément mais sans lesquels ces hommes ne seraient rien et surtout pas populaires.

S'agissant de mesurer la popularité ou l'impopularité, quelle qu'ambiguë qu'elle soit, de la profession d'homme politique en Belgique, la Revue des Galeries vaut sans doute bien un sondage d'opinion. Certes, le spectacle ne vole pas haut. Les mauvaises langues ajoutent : pas beaucoup plus haut que ceux dont il se moque. Mais il faut bien reconnaître qu'on respire un solide bon sens dans ce spectacle-là qui se paye, chaque année, un joli record, celui de la longévité théâtrale. Et ceci, dans un pays où l'on a pour habitude de prendre un abonnement au théâtre comme aux chemins de fer, est tout de même remarquable.

Or, dans sa dernière édition, la Revue des Galeries, pour laquelle l'exercice périlleux de l'imitation constitue un plat de résistance traditionnel, n'en comporte

pratiquement aucune d'hommes politiques belges. Des Français, ils s'en trouvent, bien entendu, autant qu'on en veut. Les Mitterrand, Chirac, Barre et Giscard d'Estaing se bousculent. Sans oublier l'incroyable Général de Gaulle. Les Eddy Merckx et autre Luc Varenne, qui n'ont rien à voir avec la politique et dont la bonne renommée appartient, il est vrai, déjà un peu au passé, représentent encore les Belges. On trouve même – signe des temps – une imitation de Mikhaïl Gorbatchev. Mais point d'hommes politiques bien de chez nous. Certes, on parle d'eux et l'on s'en moque. Mais on ne les imite plus. Parce qu'ils sont inimitables. En ce sens, qu'il ne se trouve chez eux, dans leur comportement ou dans leur langage ou encore dans leurs idées, rien qui puisse vraiment nourrir une bonne imitation.

L'art de l'imitation n'est guère éloigné de celui de la caricature. L'une et l'autre consistent, en fin de compte, à grossir le trait. Encore faut-il qu'au départ, il y ait un trait. Un trait bien particulier, qui n'est pas celui de l'autre, qui est pour tout dire inimitable. Or, nos hommes – et nos femmes – politiques semblent trop souvent s'ingénier à se couler tous dans le même moule d'un conformisme qui les oblige à ne surtout pas se singulariser par rapport au voisin d'affiche électorale. Aussi, le monde politique belge ressemble-t-il de plus en plus à une armée qui n'aurait qu'un uniforme et n'entendrait qu'un seul ordre : je ne veux pas voir une tête qui dépasse.

Et pourtant, en fait de têtes, l'électeur a été servi lors de cet étonnant microcosme de notre vie politique qu'est une élection. De toute évidence, les héros avaient bien compris que, pour eux aussi,

les temps ont changé. En campagne électorale, leur avaient dit leurs stratégies en communication, la guerre du « look » devance la confrontation des idées, et le débat télévisé, le meeting politique. Les candidats ne se sont pas fait prier pour s'en persuader : la télévision leur permet d'être entendus de plus de monde en moins de temps et les met à l'abri des quolibets ou, simplement, des vrais contradicteurs. La profession y gagne en confort si elle y perd en esprit d'aventure.

Mais on prend, dès lors, l'électeur pour l'image qu'on s'en fait, celle d'un téléphage qui guette dans la marmite de son téléviseur à quelle sauce l'homme politique va être mangé. On est persuadé que ce cannibale de l'image juge le candidat au pouvoir non sur ce qu'il dit, mais sur la manière dont il le dit, la candidate sur l'apprêt de sa coiffure, non sur son programme. On se dispute donc sur les temps de parole, non sur le temps qui va ou qui ne va pas, le seul qui intéresse vraiment le spectateur puisque, lui, est bien obligé d'y vivre. On transforme le débat politique en une sorte de jeu télévisé dans lequel l'aplomb, plus sûrement que les connaissances, conduit au gros lot des voix de préférence, cette machine à laver l'avenir du pays. Plus besoin, la plupart du temps, d'un bon programme. Il suffit d'être bon. Ni toujours de belles idées. Il suffit de se faire belle.

Et tant pis si le message ne passe pas. Y a-t-il d'ailleurs un message ? N'y a-t-il pas plutôt un langage codé, incompréhensible pour l'électeur moyen ? Surpris par la caméra indiscreète d'une émission qui n'a pourtant même pas fait scandale, un président de parti, à l'issue d'un des débats télévisés de la récente campagne électorale, lançait à son contradicteur qui

n'avait pas l'air de le désavouer : « À mon avis, finalement, ils n'ont pas compris grand-chose ». Cruelle lucidité !

Comment s'étonner, après cela, que les affiches que nos hommes politiques font placarder sur nos murs soient si souvent d'une telle indigence ? Persuadés sans doute de ne pouvoir se faire comprendre de ceux dont ils espèrent pourtant être compris, la plupart des candidats ne trouvent rien de mieux à mettre en avant que leur visage. Photographiés toujours de face pour être certains qu'on les reconnaisse bien, pas trop sérieux pour ne pas repousser l'électeur qui compte tout de même sur eux pour se préparer un avenir plus souriant, mais pas trop souriant non plus parce que, malgré tout, la situation n'est pas drôle, en tout cas pour l'électeur, les hommes politiques apparaissent trop souvent, sur leurs affiches, figés, attentifs à dissimuler ce qui pourrait ressembler à un état d'âme, le regard perdu dans un rêve que l'on imagine de grandeur, comme momifiés. Et nos rues pendant quelques semaines, ressemblent à ces couloirs poussiéreux des grandes et vénérables entreprises où l'on a soigneusement aligné les portraits des anciens patrons sur les traits desquels, à vrai dire, plus personne ne s'arrête.

On aurait pu espérer, de tous ces candidats à la gloire, qu'à défaut de se donner l'originalité d'un personnage, ils soient parvenus à cultiver le dynamisme ou l'humour de son slogan. Mais beaucoup d'entre eux, prenant sans doute le Belge pour un fanatique de *l'Almanach Vermot*, n'ont bien souvent rien trouvé de mieux, en guise de légende à leurs portraits, que de faire rimer leurs noms avec des slogans qui, eux, ne rimaient à rien. Dans le genre

« Machin, c'est certain » ou « C'est clair, c'est Ma chère » ou encore « Tom, c'est l'homme », ceux-là n'ont pas mis, c'est le moins qu'on puisse en dire, l'imagination dans la course au pouvoir.

L'État, c'est pas moi

Ils parlaient de choses et d'autres. Du copain toujours au chômage. Des petites amies qui coûtent cher. Des parents qui n'ont pas encore compris qu'ils ne sont plus des enfants. Ils n'avaient pas trente ans. Ils étaient derrière moi dans la file et je les entendais sans le vouloir. Tout à coup, en mal de sujets de conversation, l'un des deux, pointant le menton vers la porte de la salle de classe qui servait de bureau électoral, lança à l'autre : « Quelle connerie, hein ? » Et l'autre lui répondit : « Hé oui, quelle connerie ! » sur le ton de celui qui constate qu'il pleut encore ce matin.

J'aurais pu, j'aurais dû leur expliquer que cette « connerie », il se trouve un bon nombre de peuples de par le monde qui voudraient bien la commettre, la commettre vraiment, que ces peuples-là sont beaucoup plus nombreux que ceux pour lesquels la « connerie » fait partie du paysage, bref qu'il ne faut jamais cracher dans la soupe démocratique au risque, un jour ou l'autre, qui sait, de ne plus se la voir servir.

Je ne suis pas certain du tout que j'aurais été compris. Et, mon devoir électoral accompli, je m'en suis retourné en imaginant que, si ce devoir-là n'était pas obligatoire, il se trouverait beaucoup d'électeurs pour ne pas le remplir. L'obligation de vote est finalement bien commode. Aux politiciens, elle épargne l'affront de l'abstention. Aux électeurs,

souvent un cas de conscience. Mais, vote obligatoire ou pas, le désintérêt du Belge pour sa politique – c'est bien de cela qu'il s'agit – resterait entier.

Tous les sondages le confirment à longueur d'années, la politique laisse le Belge de glace. La politique belge en tout cas. La télévision aidant, il se passionne en effet bien plus pour les politiciens français. Or, ce problème-là, qui apparaît tout de même comme le plus grave puisqu'il commande, en fait, tous les autres, personne ne semble vouloir le prendre à bras-le-corps. Ni les politiciens qui ne changent guère leur manière de faire de la politique, ni les électeurs qui s'entêtent à toujours voter pour les mêmes. Comme les enfants, l'électeur belge ne mange pas ce qu'il ne connaît pas.

Mais croit-il vraiment connaître les hommes politiques, souvent les mêmes, à côté du nom desquels, une fois tous les quatre ans au minimum, il agite un crayon rouge ? Comprend-il vraiment le langage que ceux-ci tiennent à longueur d'année ? Comment ne pas se poser la question en constatant la mue de la langue politique, en Belgique, en une espèce de jargon technique, abstrait, formaliste qui décourage les citoyens les plus patients, persuadés qu'on leur parle de tout sauf de ce qui les intéresse et qu'on n'en parle surtout pas de manière à les intéresser ?

Devant ce discours venu, lui semble-t-il, d'une autre planète, le Belge ne retient trop souvent de la politique que de vagues impressions et en retire difficilement des convictions. Sa curiosité s'émousse, dès lors, à mesure que son individualisme se creuse. Aussi, le problème n'est-il pas tant de savoir si le Belge est individualiste – il l'est indiscutablement bien que d'une

manière en fin de compte très... belge – mais pourquoi il l'est. Savoir s'il ne s'intéresse pas à la politique parce qu'il est individualiste ou s'il est individualiste parce que la politique ne l'intéresse pas ou, plus exactement, parce qu'elle ne s'intéresse pas à lui. La réponse est sans doute à chercher dans une prolifération bien connue d'associations en tous genres, phénomène qui, en Belgique, contraste singulièrement avec le rejet de l'État et de toutes ses manifestations devenu, chez nous, une sorte de réflexe conditionné. D'un côté, le Belge se montre grégaire à l'excès. De l'autre, il fait preuve finalement d'un manque de civisme à toute épreuve. La leçon n'est donc pas très difficile à tirer.

Il faut dire qu'en Belgique comme ailleurs mais sans doute plus qu'ailleurs, la politique fait rarement souffler le grand vent des stratégies à long terme. On se contente, au contraire, de vivre le plus souvent au jour le jour, à coups de compromis qui sont une de nos rares spécialités politiques auxquelles l'étranger s'intéresse quelque peu. Le « compromis à la belge » est en effet devenu, hors de nos frontières, presque aussi inconnu que notre chocolat ou nos dentelles. Le tort de ceux qui se livrent trop souvent à cet exercice que je me refuse à appeler un art, c'est de croire précisément qu'il en est un.

En politique, c'est vrai, le compromis est souvent le rendez-vous des modérés. Le « compromis à la belge », lui, est trop souvent celui des « pense court ». De compromis en compromis, depuis des années, la Belgique avance à petits pas, à petites réformes, à petits règlements, à petites querelles, traînant derrière elle une population qui ne demande peut-être pas de grands projets d'avenir parce qu'elle en a été précisément trop longtemps privée

mais ne s'en porterait que mieux si elle pouvait en respirer le bon air.

Reste que, dans ce « je t'aime, moi non plus » dirigeants et dirigés ne cessent de rabâcher en Belgique, il serait injuste de ranger tous les torts d'un seul côté. S'il attrape des boutons chaque fois que l'État s'intéresse à lui, souvent il est vrai à coups de tracasseries tatillonnes, le Belge est tout de même bien content, dans sa vie de tous les jours, de pouvoir prendre ce croque mitaine pour une vache à lait. Et si le « compromis à la belge » est devenu une sorte de vertu nationale, le « droit acquis » en est certainement une autre. En particulier, alors qu'on peut s'en réclamer auprès d'un « personnage » aussi anonyme que l'État et qu'il s'exerce en monnaies sonnantes sinon débouchantes lorsqu'on perd santé et travail. Sans parler de l'État patron qui, en fait de vache à lait, pourrait bien prétendre remporter quelques concours.

Parti en reportage dans l'Égypte dont Sadate avait hérité de Nasser – il y a donc pas mal d'années – j'y avais été frappé par le nombre incalculable de fonctionnaires. En cherchant un peu, j'avais appris qu'en fait, pour lutter contre le chômage, celui qui avait nationalisé le canal de Suez n'avait rien trouvé de mieux que de transformer bon nombre de chômeurs en fonctionnaires, accélérant ainsi une crise économique qu'il prétendait enrayer et dont il entendait surtout dissimuler les effets. De retour en Belgique, je publiai ces constatations sur le ton, il est vrai, d'un paternalisme un peu ironique. Et je restai bien ancré dans mon jugement jusqu'au jour où un diplomate et ami égyptien me fit timidement remarquer que, toutes proportions gardées bien entendu, il y avait plus de fonctionnaires en Belgique que dans son pays.

C'était vrai et ce l'est toujours. La densité de fonctionnaires au kilomètre carré est l'un des rares records mondiaux que nous continuons régulièrement à battre. Pas loin d'un Belge sur dix dépend de l'État sans qu'on semble se demander si l'État dépend vraiment toujours de lui. Ne tombons pas dans ce travers qui consiste à condamner tous les médecins parce que le malade de l'un d'eux n'a pas été bien soigné. Reste que, de leur aveu même, les fonctionnaires sont plus souvent nommés pour la couleur de leur carte de parti que pour leur compétence et que les périodes de crise ministérielle entraînent, comme par hasard, de vastes mouvements de personnel à l'intérieur des administrations publiques. Tout cela n'est que trop connu, même si l'on en parle finalement très peu. Pourquoi en parlerait-on d'ailleurs puisque tant de Belges en profitent et que les hommes politiques y trouvent un moyen d'intéresser tout de même une partie de leurs administrés à leurs activités ?

Qu'on n'aille surtout pas croire que je fais une fixation sur les fonctionnaires. Ceux-ci ne sont qu'un exemple parmi d'autres, mais un fameux exemple tout de même, de l'incohérence dont font preuve trop de Belges. À les entendre, à longueur de journée, moudre leur rancœur sur le dos de l'État, on se prend tout de même à songer que, si celui-ci ne fait pas grand-chose pour être aimé, ceux-là nourrissent trop souvent à son égard des sentiments qui ressemblent plus à de l'intéressement qu'à un véritable intérêt.

Donner sa langue à l'autre

Avec leur air de ne pas y toucher, les Anglais ont toujours eu le chic pour mettre les pieds dans le plat. Avec distinction

et souvent au meilleur moment. Une tradition à laquelle le très sérieux hebdomadaire londonien *The Economist* n'a pas failli, quelques jours après nos dernières élections, en écrivant que, tout compte fait, le principal problème auquel sont confrontés les Belges est que cinquante-sept pour cent d'entre eux veulent parler le néerlandais au moment où les deux plus importantes langues étrangères pour les francophones sont l'anglais et... l'informatique.

Et voilà bien une de ces quatre vérités dont tout le monde, en Belgique, au risque de tomber dans la mauvaise foi, doit bien convenir qu'elle est d'évidence, mais que l'on n'ose pourtant répéter à trop haute voix. Le problème de « l'efficacité » de la langue d'Hugo Claus, si on la compare à ses sœurs européennes, est un de ces tabous de béton les mieux enfoncés dans le subconscient des Belges, Flamands comme Wallons et, surtout, Bruxellois. On ne va pas très loin avec le néerlandais, se plaignent souvent les francophones qui ne sont pas tentés de l'apprendre et trouvent ainsi une bonne raison pour se dérober. Et les néerlandophones, qui le leur reprochent à bon droit, doivent pourtant convenir qu'au-delà de la Frise, leur langue n'est pas d'un bien grand secours.

J'appartiens, quant à moi, à une génération de francophones qui ont fait leurs études à Bruxelles à une époque où le néerlandais y était généralement méprisé. Un mépris dont se souvient toujours cette femme politique flamande lorsqu'elle raconte à un journaliste français que, lorsqu'elle avoua, jeune fille, au partenaire rencontré par hasard dans une soirée dansante bruxelloise qu'elle était flamande, celui-ci lui répondit : « Cela ne fait rien, moi je suis juif ».

Les francophones de cette génération ont pourtant des excuses que leurs maîtres, eux, ne peuvent guère invoquer. Mon professeur de néerlandais, une fois ingurgitées à longues dents quelques notions de grammaire, ne trouvait rien de mieux pour nous faire pratiquer la langue que de nous lire du Vondel. C'était peut-être une tentative pour la valoriser à nos yeux de jeunes francophones insouciants et le texte, il est vrai, était superbe. Mais, toutes les trois phrases, le brave abbé devait interrompre sa lecture pour nous signaler que tel mot était évidemment un archaïsme qu'on n'utilisait plus. Mon professeur d'anglais procédait exactement de la même manière avec Shakespeare.

Comme, au surplus, je n'ai jamais eu la bosse des langues, j'ai toujours été – un peu lâchement – du côté de Saint-Exupéry lorsqu'il affirmait qu'il ne suffit pas de toute une vie pour en bien connaître une seule. Et pourtant, lorsqu'il achetait une cravate à New York, l'écrivain devait bien téléphoner du magasin à un ami américain afin que celui-ci traduise à la vendeuse : la rouge de l'étalage, mais avec des lignes vertes et pas bleues. L'absurdité de l'unilinguisme de vocation est démontrée quotidiennement.

Il n'empêche, je songe toujours à Saint-Exupéry lorsque j'entends tant de Belges s'exprimer si mal, même si beaucoup d'entre eux en disent finalement bien plus mais difficilement, alors que les Français qu'on leur donne en modèle en disent souvent bien peu mais facilement. Et je me demande – la question est-elle sacrilège ? – si la richesse d'un pays à double culture n'est pas hypothéquée autant qu'accrue par la coexistence des deux langues qui l'expriment, mais que leur voisinage quotidien pollue parfois

dangereusement. Ne s'habitue-t-on pas trop facilement en Belgique, même sans toujours s'en rendre compte, à des osmose linguistiques qui, contrefaçons dont la pratique devient habituelle, dévaluent la langue ? Et l'excuse du particularisme, dans ces cas malheureux, n'est-il pas qu'un prétexte ?

En revanche, la nécessité de bien parler une langue est évidemment la plus mauvaise excuse pour ne pas en apprendre une autre. Une excuse dont tant de Belges francophones, qui n'ont pas besoin du néerlandais pour gagner leur vie, usent et abusent pour s'enfermer plus étroitement dans un unilinguisme étriqué. La nécessité n'est que trop souvent, en Belgique, la seule motivation à apprendre la langue des Flamands à laquelle, autrement, on ne s'intéresse guère. Peut-être auraient-ils intérêt, tous ces francophones qui nourrissent toujours un mépris discret mais certain pour ce néerlandais-que-l'on-parle-si-peu-dans-le-monde, à interroger les jeunes Flamands d'aujourd'hui. Ils découvriraient vite – belle leçon d'humilité ! – que, pour ces derniers, de plus en plus, la seconde langue n'est plus le français, mais l'anglais. Un français dont l'usage se rétrécit d'ailleurs à travers le monde, érodant d'autant les raisons de l'apprendre.

Reste que, si une langue ne doit pas avoir pour seule vertu son efficacité, si elle est aussi un véhicule culturel, elle devrait être surtout l'instrument d'une convivialité dont les Belges auraient à se montrer plus souvent les pratiquants à l'égal des Suisses. Une convivialité qui est tout autre chose qu'une simple cohabitation trop contrainte et sans chaleur. Ceux d'entre nous qui refusent de parler l'autre langue, pourtant celle

de nos concitoyens, y mettent souvent une supériorité méprisante sans se rendre compte qu'en fait, ils se mettent dans un état d'infériorité méprisable. Ne pas parler à l'autre dans sa langue, ce n'est pas l'ignorer mais se faire ignorer, ce n'est pas prendre l'avantage sur lui mais le lui donner, ce n'est pas s'adjuger le beau rôle mais être absent de la scène. La convivialité est tout de même la vertu première de ceux qui, devant vivre ensemble, ont enfin de compte tout intérêt à le faire agréablement. Elle n'a de sens que si elle est vécue à jeu égal et à chances égales. Donc, à langues égales.

Culturellement vôtre

Pendant une heure, Léo Tindemans avait parlé de la présidence européenne de la Belgique. Interrogé par trois journalistes, le ministre des Affaires étrangères avait répondu longuement à des questions sur les relations Est-Ouest et l'accord concernant les euromissiles qui traînait la patte, sur l'Europe des Douze qui tâtonnait toujours dans l'obscurité de ses nationalismes, sur le Moyen-Orient et tous ses terrorismes, sur l'Afrique du Sud et son racisme institutionnalisé.

Et pourtant, dans la salle de réunion de R.T.L., la conversation verre en main qui suivit ne tourna pas autour de ces grands dossiers du monde, mais autour du seul nom de Béjart. La nouvelle était connue depuis la veille. Le chorégraphe, qui se trouvait en Union Soviétique, y avait annoncé qu'il quittait la Belgique. Certains faisaient valoir que, peut-être, Béjart n'avait pas dit son dernier mot. Ceux qui le connaissaient bien savaient qu'il ne reviendrait pas sur sa décision. Et ils avaient raison. Léo Tindemans répéta

plusieurs fois : « C'est une catastrophe ». Et il avait, lui aussi, raison.

Le lendemain, les six lettres magiques du nom du chorégraphe étaient accrochées, comme autant d'enseignes lumineuses à jamais éteintes, aux manchettes de tous les journaux : de Belgique, Nord et Sud, néerlandophones et francophones confondus dans une même émotion consternée. Ce que les journaux exprimaient avec parfois, au détour d'un paragraphe, le ton de la nécrologie, c'était le sentiment de dépit attristé ressenti par les Belges. Ceux-ci n'avaient-ils pas l'impression d'avoir mis au monde, il y avait de cela plus de vingt-cinq ans, un enfant prodige dont le départ, à présent, semblait porteur d'irréparable ? Ne se sentaient-ils pas vivre une sorte de deuil national dont l'intensité n'avait d'égale que cette joie, elle aussi nationale, venue quelques mois plus tôt de Mexico ?

Là-bas, sous le regard des téléspectateurs du monde entier, une bande de diables noirs, jaunes et rouges avaient réveillé un enthousiasme cocardier dont les Belges avaient perdu jusqu'au goût. Pendant des nuits entières, ils avaient tenu éveillés, devant le petit écran, des milliers de compatriotes, sportifs ou non, tous fascinés par ce que quelques-uns d'entre eux étaient en train d'accomplir à l'autre bout de la terre.

Leur exploit terminé, les joueurs belges avaient reçu à Bruxelles un accueil comme les habitants des boulevards du centre n'en avaient plus vu depuis longtemps. Dans la foule qui se pressait sur le passage de ses diables, personne ne se souciait, davantage que ces héros de leur premier maillot, de savoir si cette équipe nationale, après tout, l'était vraiment, à quelle communauté appartenait l'un ou

l'autre de ses joueurs, dans quelle langue ceux-ci s'adresseraient ensuite au Roi et le feraient éclater d'un rire comme on ne se souvenait plus de lui en avoir vu.

On parlait de la Belgique dans le monde entier. Qu'importait que ce fût grâce au football. Les Belges avaient des raisons de se montrer fiers et ils n'en avaient plus l'habitude. Leurs acclamations leur redonnaient une nationalité, presque un nouveau patriotisme. Ils avaient le sentiment de retrouver une raison de vivre ensemble et de pouvoir oublier toutes celles par lesquelles on voulait leur prouver le contraire.

J'étais dans cette foule, mêlé à des passionnés – ou non – d'un sport qui ne m'a jamais vraiment inspiré de passion. Et pourtant, je retrouvais ce petit frisson indéfinissable, le même peut-être que celui ressenti tant de fois, au Cirque royal ou à Forest-National, lorsque le dernier pas d'un ballet de Béjart se figeait et que, de la salle plongée brusquement dans le noir, un seul cri jaillissait poussé par des milliers de spectateurs emportés par la gigantesque vague de leur enthousiasme. Là non plus, il ne serait venu à l'idée de personne de se demander, au moment où tant de mains ne se lassaient pas de battre, si elles étaient flamandes ou wallonnes. Béjart faisait l'unanimité et les bravos s'envolaient comme autant de bulletins de vote.

La culture et le sport sont souvent, dans la Belgique essoufflée d'aujourd'hui, les derniers refuges des grandes respirations qui parviennent encore, malgré tout, à traverser les barrières linguistiques et que la politique, elle, ne suscite plus guère depuis longtemps. Les uns réconcilient ceux que l'autre divise. Les uns rassemblent ceux que l'autre disperse. Les uns raniment ceux que l'autre étouffe.

Comme aux entrées des stades, la foule se presse désormais, chaque année, aux portes de la Foire du Livre de Bruxelles pour y découvrir des ouvrages venus du monde entier. Les files s'allongent devant les guichets des expositions d'Europalia, vitrines d'une culture européenne où la Belgique trouve sa véritable place. L'Opéra national ne désemplit pas sans que ceux qui se battent pour y voir un spectacle se demandent pourquoi son directeur est flamand et pas wallon. À Saint-Idesbald, le wallon d'origine qu'est Paul Delvaux fait, dans sa fondation, le bonheur de vacanciers de tous bords. Chacun se soucie-t-il nécessairement d'étiqueter, avant de les lire, Paul Willems, Hugo Claus, Georges Simenon, Suzanne Lilar, Pierre Mertens ? Et ce que chacun a revendiqué de Brel n'est-ce pas aussi l'idée que celui-ci se faisait – l'aimant ou la bousculant – de la Belgique ?

Et pourtant, face à ce pouvoir de la culture, les hommes politiques donnent trop souvent l'impression de trembler pour le leur. D'où, sans doute, cette indifférence à l'égard de ce qu'ils considèrent peut-être comme une concurrente et dont ils devraient se faire une alliée. La culture – et ce n'est certainement pas innocent – apparaît, trop souvent, dans notre pays, comme un luxe, ce superflu auquel on ne peut consacrer que le surplus. Comme s'il allait de soi que le monde politique méprise le monde culturel si non pour y planter quelques mauvaises graines partisans. Comme s'il était naturel de traiter la culture en parente pauvre et de la déchirer pour mieux la dominer ou l'ignorer. Comme s'il n'était rien de plus normal que de la voir absente des campagnes électorales.

Et cela ne date pas d'hier. Pourquoi notre Musée d'Art Moderne, sur le berceau duquel le monde entier s'est penché avec admiration, n'a-t-il toujours pas les moyens de garnir ses galeries comme elles le méritent ? Pourquoi l'héritage de Magritte s'en va-t-il, racheté par l'étranger. Pourquoi nos Folon et autre Alechinsky se sont-ils exilés ? Et pourquoi sont-ils si nombreux ceux qui, se sentant orphelins d'une Belgique éclatée, n'ont trouvé qu'à Paris une gloire qui leur fait parfois oublier jusqu'à leur origine belge ?

Cette hémorragie, notre monde politique semble la contempler impuissant, comme s'il s'agissait d'une fatalité, comme si l'homme belge ne vivait en réalité que de pain communautaire. Et pourtant, il ne s'agit pas de confier à la culture un rôle politique qui n'est pas impérativement le sien. Ce n'est pas à elle qu'il appartient de faire ou de défaire ou de refaire une Belgique au demeurant défaite. Ce serait une erreur de se servir d'elle pour tenter de redonner une virginité unitaire bien illusoire à un pays qui ne le souhaite sans doute plus. Mais pas davantage pour confirmer celui-ci dans ses sectarismes bornés.

Il s'agit plutôt, grâce notamment à la culture, de dépasser les différences, de se refaire une unité dans une diversité qui ne divise plus mais rassemble et respecte les particularismes en les rendant complémentaires. C'est là, peut-être, pour une Belgique égarée plus souvent qu'à son tour dans la politique politicienne, un moyen de retrouver sa place dans un monde qui lui appartient et auquel, pourtant, repliée sur ses divisions, elle semble appartenir si peu.

Un laboratoire de l'Europe ?

J'ai eu un ami qui, pendant des années, fut notre voisin de palier dans un de ces grands ensembles où l'on ne parle pas à ceux que l'on ne connaît pas et l'on ne connaît pas ceux à qui l'on parle. Haut fonctionnaire à la Communauté européenne, il était Italien. Mais il avait longtemps vécu aux États-Unis dont il avait gardé le souvenir d'un pays où, disait-il, à l'inverse de la Belgique, il se passe toujours quelque chose. Il aimait pourtant bien cette Belgique qu'il trouvait douce à vivre et Bruxelles qui avait, pour lui, le charme des grosses villes de province.

En bon Italien, notre ami organisait souvent des réunions qui déversaient dans son petit appartement une foule de concitoyens exubérants et qui nous tenaient éveillés jusqu'à une heure avancée de la nuit. Jusqu'au jour où, se rendant compte qu'il était cause de quelques-unes de nos insomnies les plus tenaces, il eut l'idée de nous inviter à l'une de ses soirées qui mettaient Bruxelles à l'heure de Florence ou de Rome. Pris au jeu, nous réunîmes ensuite quelques amis autour de lui. Il nous en eut la reconnaissance de celui à qui l'on permet de sortir enfin d'un ghetto dans lequel il se trouvait trop longtemps enfermé.

Plus tard, alors que nous étions devenus amis, il nous avoua qu'avant nous, il n'avait jamais vraiment rencontré de Belges. Lorsqu'il nous fit cet aveu, il avait déjà vécu plusieurs années en Belgique à des adresses et en des moments différents. Il avait tout pour plaire, une inlassable curiosité d'esprit, la chaleur du contact vite noué, une fidélité qui n'attendait que les épreuves. Lorsqu'il fut appelé à d'autres fonctions à Vienne, nous eûmes l'impression qu'avec lui, tous les

habitants de l'immeuble s'en allaient. Il est mort, il n'y a pas si longtemps, de ce que l'on appelle toujours craintivement une longue et pénible maladie. Il fait partie, pour nous, de ces souvenirs irremplaçables que trop de Belges ne veulent pas se donner.

Il faut bien le reconnaître, la Belgique n'a pas pu profiter de la chance que lui offrait l'Histoire en faisant d'elle, en quelques années, le pays européen où vivent le plus d'étrangers de nationalités différentes. Par bonheur, il en est pourtant venu de partout, d'Europe et d'ailleurs, de toutes conditions sociales, de toutes cultures, de toutes langues. Ils étaient attirés par la prospérité d'un pays qui a connu ensuite, lui aussi, une crise dans laquelle, eux aussi, ils se retrouvent à présent piégés. Ou alors, ils étaient engagés par des institutions internationales qui voyaient dans la Belgique cet État carrefour sur lequel, aujourd'hui, elles sont bien obligées de s'interroger non sans perplexité.

On se prend à rêver à l'extraordinaire creuset international que seraient devenues la Belgique et Bruxelles si les Belges n'avaient pas trop facilement considéré les étrangers soit comme des ouvriers à bon marché d'abord et des parasites sociaux ensuite, soit comme des profiteurs passant le plus clair de leur temps à échapper aux aléas de la crise mondiale dans leur tour d'ivoire européenne. Au départ, qu'ont fait les Belges pour « leurs » étrangers sinon, trop souvent, les utiliser pour conduire leurs autobus à des salaires dont plus aucun d'eux ne voulaient ou leur louer des appartements à des prix que peu d'entre eux auraient donné ? Combien de Belges ont-ils réellement tenté d'aller au-delà de ces relations d'employeurs à employés ou

de propriétaires à locataires ? Combien de Belges ont-ils cherché à découvrir ce que cachaient la sueur des uns et le compte en banque des autres ?

À l'heure de la prospérité, les étrangers étaient une source de bénéfices auxquels on les a, certes, fait participer. Mais à l'heure de la crise dont ils souffrent aussi, on a trop tendance à en faire des profiteurs. Et l'on ergote sur la question de savoir s'il faut ou non leur accorder un droit de vote dont on ne sait pas, à vrai dire, si celui-ci les intéresse vraiment. Comme si l'intégration, la vraie, n'était pas une question de mitoyenneté plus que de citoyenneté.

Or, que voient les étrangers qui vivent chez nous, sinon des Belges qui, non seulement s'ouvrent difficilement aux autres, mais se ferment à eux-mêmes et, pire, se considèrent de plus en plus, entre eux, précisément comme des étrangers ? Loin de vivre Bruxelles comme la capitale de l'Europe, ils y découvrent une ville – peuvent-ils l'appeler encore capitale ? – à la jointure rhumatisante de deux communautés qui leur semblent consacrer l'essentiel de leur énergie à l'enfermer dans un corset aux dimensions d'une région plutôt que de la laisser respirer à celles d'un continent. À une époque où le développement vertigineux des médias met les antipodes à nos portes, orienter toutes nos forces sur nos particularismes apparaît à ces étrangers comme une véritable hérésie. Non sans raison, les Belges doivent bien en convenir, eux qui vivent plus souvent les yeux fixés sur les limites de leur commune que sur les frontières de leur pays ou les horizons du monde.

Les Belges ou ceux qui les dirigent ? Proie ou fort Chabrol linguistique, Bruxelles est surtout une orpheline économique. Si elle parvient à donner une certaine santé à son

économie, elle le doit plus à des entreprises privées, nationales ou multinationales qu'à un pouvoir qui, pour elle, compte ses sous parce qu'il ne veut pas donner l'impression de développer une capitale à l'heure de la régionalisation. Calcul exactement inverse de celui auquel devrait aboutir l'équation bruxelloise.

Comment s'étonner, dès lors, que Belges et Bruxellois soient affectés de plus en plus gravement d'une myopie politique dont ils ne peuvent, certes, se proclamer innocents, mais que leur impose la mauvaise vue de dirigeants obnubilés par le pouvoir et ne cessant d'en limiter le champ d'action pour mieux le dominer ? Et cela, à l'heure précisément où l'Europe s'efforce – sans trop y réussir, il est vrai, mais à qui la faute ? – de créer un véritable pouvoir européen.

Qu'ont fait les dirigeants belges au moment où, grâce à la Communauté européenne et à l'Alliance atlantique, tant d'étrangers sont venus s'installer sur le territoire qu'ils avaient en charge d'administrer ? A-t-on créé des structures qui auraient permis à la Belgique d'être autre chose qu'un ensemble de bureaux qu'on loue à l'année ? A-t-on songé réellement à repenser le rôle d'une cité comme Bruxelles lorsqu'elle a été, en très peu de temps, propulsée au rang de métropole internationale ? A-t-on profité de cette capitale européenne adolescente pour investir sur des terrains qui soient aussi ceux de la culture et de la science ?

Le malheur a voulu qu'à l'heure où Bruxelles devait s'internationaliser, la Belgique – la Belgique officielle – consacrait trop d'efforts à se sous-nationaliser. Alors qu'elle avait l'occasion de réaliser concrètement sa vocation de carrefour européen, elle y élevait les murs des

antagonismes hérités d'un passé qu'elle refusait de surmonter. Celui-ci, sans doute, pour bien des responsables, était un prétexte trop commode à satisfaire les ambitions du présent au mépris des devoirs de l'avenir.

Est-il pour autant trop tard ? Il n'est jamais trop tard pour redresser la barre et prendre enfin le vent de son temps. Pour réussir cette manœuvre, il faudrait cependant que les Belges dirigeants et dirigés confondus, comprennent que la diversité de la Belgique est une chance, pas un handicap. Que sa situation à la charnière de la germanité et de la latinité ne doit pas faire de notre pays un exemple de divisions mais un modèle de diversification.

Après tout, avec ses Flamands, ses Wallons, ses Bruxellois, ses étrangers, européens ou non, ces gens d'ici et d'ailleurs que nous sommes finalement tous, la Belgique forme un fameux bouillon de cultures d'où pourraient sortir, demain, quelques vigoureuses vitamines pour une Europe qui reste bien anémique. La Belgique, laboratoire de l'Europe ? Et pourquoi pas ? N'avons-nous pas tout ce qu'il faut pour réussir en petit ce qui, un jour, devrait prendre les dimensions d'un continent ? Il ne dépend que de nous d'être le bon ou le mauvais exemple de l'Europe. D'en être la clé ou le verrou. D'ouvrir ou non la porte à notre voisin de palier.

Je terminais de déjeuner avec l'ambassadeur fraîchement débarqué à Bruxelles d'un de ces pays qui bordent l'autre rive de la Méditerranée. Le diplomate m'avait longuement parlé de sa région qui était, une fois de plus, à la première page des journaux, de ses conflits inextricables et de ses profondes convulsions. À l'heure du café, il m'interrogea sur cette

Belgique que, depuis quelques semaines, il découvrait de l'intérieur. Je m'efforçai de le familiariser avec les subtilités de notre vie nationale et, maladroitement il est vrai, j'esquissai quelques comparaisons avec les situations qu'il venait d'évoquer. Mais il m'interrompit d'un geste pour me faire remarquer qu'en Belgique, au moins, quelles que soient les difficultés, il n'y a pas de violence.

Mon interlocuteur avait évidemment raison. Les voitures piégées et les prises d'otages sont devenues, bien souvent, les ultimes arguments de batailles politiques qui n'éclatent pas seulement sous d'autres latitudes mais chez des voisins qui nous sont aussi proches que ceux de l'Ulster ou du Pays basque. Ailleurs, pas très loin d'ici, nos querelles n'auraient-elles pas déjà fait couler le sang ?

Pas chez les Belges qui, finalement, peuvent sans doute se vanter d'avoir la qualité d'un de leurs défauts. Sous le ciel de Flandre et de Wallonie – le même – ils ont appris à vivre non de l'air du temps mais avec lui, les pieds bien enfoncés dans un réalisme où ne peuvent germer les passions excessives et les débordements incontrôlés. Leur sens du compromis, s'il les freine souvent sur l'autoroute de l'an deux mille, les préserve de l'embarquée. Il n'y a là, sans doute, rien de très exaltant. On aimerait parfois respirer plus de folie. Mais les Belges ont toujours préféré les petits changements d'aujourd'hui aux bouleversements de demain. Et, pour eux, une petite réforme vaut mieux que deux tu l'auras. Après tout, c'est là peut-être une forme de sagesse. Une sagesse à la belge qui permet à la Belgique d'être toujours quelque part la Belgique. Quand même.

Janvier 1988.

Robert Verdussen en 2002



Robert Verdussen (1935-2012) était journaliste pour le quotidien La Libre Belgique. Il a suivi les événements du Moyen-Orient, depuis la guerre des Six jours en 1967 jusqu'aux accords d'Oslo et leurs suites dans les années '90. Il a rencontré quelques-uns des principaux acteurs de ces événements, parmi lesquels Yasser Arafat, Shimon Pérès, Anouar el Sadate, le roi Hussein... Comme tous les journalistes qui, à Bruxelles, couvraient à l'époque l'actualité de cette région du monde, il a été en rapport régulier avec Naïm Khader, auquel il a consacré un livre (Le Cri, Bruxelles, 2001).

**TABLE DES ARTICLES
PARUS DANS QUE FAIRE ?**

(par auteurs)

Anastasiadou, Evi	<i>το αυγό / L'Œuf</i>	(T1) pp 9
Ayguespars, Albert	<i>Le mauvais rêve</i>	(T2) pp 105
Benoît-Jeannin, Maxime	<i>Albert Camus à Aix-en-Provence</i>	(T1) pp 5
Benoît-Jeannin, Maxime	<i>Ivresse dans l'après-midi</i>	(T1) pp 13
Bodart, Roger	<i>Thérèse, je t'écris</i>	(T2) pp 5
Busch, Wilhelm	<i>Le Bain chaud</i>	(T2) pp 31
Busch, Wilhelm	<i>Maître Scriboutchi</i>	(T1) pp 115
Chapouthier, Georges	<i>Le Fable de Georgette...</i>	(T2) pp 69
Delzenne, Yves-William	<i>La Vie d'Artiste</i>	(T2) pp 9
Elskamp, Max	<i>L'alphabet de Notre-Dame la Vierge</i>	(T2) pp 117
Lebouc, Georges	<i>Comment engueuler son prochain en bruxellois</i>	(T1) pp 77
Massacry, Annie	<i>Tandis que j'agonise</i>	(T2) pp 39
Périer, Odilon-Jean	<i>Calligramme</i>	(T1) pp 113
Proust, Marcel	<i>L'Indifférent</i>	(T2) pp 23
Storm, Theodore	<i>Laure</i>	(T1) pp 31
Verdussen, Robert	<i>La Belgique, quand même</i>	(T2) pp 151